

RAPPEL DES RECOMMANDATIONS

La Cour recommande au ministère :

- 1. d'améliorer la coordination des différents acteurs de la surveillance de la qualité de l'air, en particulier entre le LCSQA et les AASQA, tout en veillant à maintenir l'équilibre entre certaines mesures et modélisations très locales et une modélisation de plus en plus fine réalisée en collaboration au plan national ;**
- 2. de continuer la démarche d'audit de chacune des AASQA, préalable nécessaire pour que le LCSQA devienne l'acteur majeur du pilotage technologique ;**
- 3. de clarifier la répartition des rôles entre l'INERIS et le LCSQA ;**
- 4. d'accélérer la mise en œuvre d'une modélisation de la surveillance au plan national, en particulier pour les agglomérations, en recourant de plus en plus aux plateformes nationales de calcul intensif (c'est-à-dire CCRT) ;**
- 5. d'obtenir des AASQA concernées qu'elles régularisent leurs relations avec la Fédération ATMO France dans la mise à disposition de certains de leurs agents, notamment par le biais de conventions réglementées ;**
- 6. que l'Inventaire National Spatialisé soit achevé, en toute priorité, en 2012 comme la DGEC s'y est engagée.**
- 7. d'assurer un suivi plus rigoureux de l'ensemble des crédits affectés aux dispositifs de surveillance de la qualité de l'air.**